

A mi-mandat, l'orientation droitière de la politique d'E. Macron n'est plus à démontrer. Alors que les tensions se multiplient dans tous les secteurs, que les exaspérations s'amplifient de jour en jour, aucune leçon n'est tirée de la colère sociale largement exprimée et le gouvernement poursuit son entreprise de démantèlement des acquis sociaux par la mise en place de réformes fondée sur le primat de l'individualisation (loi de transformation de la FP, réforme de l'assurance chômage accentuant la précarité,...).

Le projet de réforme des retraites par points s'inscrit pleinement dans cette politique. Il se traduirait par un allongement de la durée d'activité, un recul d'âge de départ à la retraite et une baisse généralisée des pensions avec, dans la Fonction publique, la fin du calcul sur le traitement des 6 derniers mois, ouvrant aux officines privées un large marché.

Cette politique libérale, cause de la montée des inégalités et des problèmes de pouvoir d'achat pour un grand nombre de salariés et retraités, le sous-investissement dans les services publics, provoquent une montée des mécontentements dans de très nombreux secteurs et entreprises (universités, hôpitaux, éducation, transports ...) Non seulement le pouvoir ne répond pas aux demandes exprimées dans les mouvements sociaux et sociétaux (écologie, violences faites aux femmes,...) mais il n'oppose le plus souvent que la force, n'hésitant même pas à user d'armes comme les LBD contre des lycéens ou à s'en prendre à des syndicalistes comme notre camarade Olivier Sillam dont le procès aura lieu le 19 décembre et à qui nous renouvelons tout son soutien.

Dans l'Education, le manque de moyens, la gestion autoritaire des personnels, le pilotage injonctif et les réformes imposées engendrent une souffrance professionnelle croissante comme l'ont montré les récents suicides de collègues, situation catastrophique que nous ne cessons de dénoncer. Le climat de violence autour de certains lycées (meurtre de lycéens dans le 93) met en lumière de façon dramatique la dégradation du climat social et le manque de services publics. Ces politiques délétères sont d'ailleurs à l'origine de graves crises à l'international et provoquent un large rejet des populations.

Nous devons continuer à expliquer en quoi le projet de réforme des retraites constituerait un changement de modèle de société cassant toutes les solidarités collectives, laissant planer l'incertitude sur le montant des futures prestations. Nos professions seraient particulièrement touchées par le nouveau système du fait de la faiblesse des rémunérations en début de carrière et du peu de primes. Et les propos de J-M. Blanquer sur les compensations, censés rassurer, sont en réalité plus qu'inquiétants puisqu'ils laissent présager une augmentation des missions, une annualisation du temps de travail, une multiplication de primes différenciées à la main des hiérarchies.

Dans ce contexte, la mobilisation exceptionnelle d'aujourd'hui jeudi 5 décembre autour de la question de la réforme des retraites peut constituer le déclencheur d'un mouvement interprofessionnel et intergénérationnel, inscrit dans la durée, de nature à obliger le gouvernement à retirer son projet et à changer de cap. La FSU y prendra toute sa place, en continuant à développer des campagnes d'opinion sur le refus de cette réforme et à rappeler nos revendications, à participer à toutes les initiatives intersyndicales qui permettraient d'élargir le mouvement.

Aujourd'hui, la mobilisation dépasse le retrait nécessaire de la réforme injuste des retraites.

C'est toute la politique de Macron qu'il faut bloquer. Elle ne cesse de produire des inégalités, du mépris et du mensonge, elle va totalement à l'encontre du projet de société que nous voulons.

Pour nous, il s'agit non seulement de combattre ces réformes mais également de construire, avec tous les personnels, tous les salariés, tous les citoyens, dans une unité la plus large possible, des propositions alternatives. Car jamais peut-être, il n'aura été aussi vital de donner sens aux mots d'égalité, justice, dignité, solidarité, démocratie...

Le mouvement d'aujourd'hui est massif, exceptionnel, à la hauteur de la contestation qui s'exprime partout dans le pays, le Président Macron et son gouvernement doivent entendre cette colère généralisée, demain, après demain, la semaine prochaine probablement, et peut-être même encore après s'il le faut, nous continuerons à nous mobiliser pour dire STOP à ce projet de réforme des retraites, dire NON à toutes ces politiques qui cassent les solidarités, qui creusent toujours plus les inégalités !

Tous ensemble, nous ne devons rien lâcher, le moment est grave, cette journée est à la croisée des chemins, notre action est aujourd'hui un véritable enjeu de société, tous ensemble nous devons et nous allons gagner !